

Stratégie de politique extérieure 2020–2023

EN BREF



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des
affaires étrangères DFAE

Avant-propos

La politique extérieure de la Suisse reflète les traditions, la diversité et la force d'innovation de notre pays. Elle joue un rôle significatif dans le fait que nous vivons en paix dans un pays sûr, économiquement performant et doté d'un excellent système éducatif et scientifique, et que nous bénéficions de l'ensemble des droits fondamentaux constitutifs d'une démocratie. Autant d'atouts qui permettent à la Suisse de s'affirmer sur le plan international. Mais dans un contexte géopolitique volatil, il lui faut de plus en plus faire preuve de cohérence, d'agilité et de prévoyance. C'est pourquoi elle doit impérativement disposer d'une stratégie qui fixe des priorités et énonce des objectifs, afin de préserver au mieux ses intérêts et promouvoir ses valeurs.



Photo: Monika Flückiger

La politique extérieure se fonde sur les dispositions de la Constitution fédérale. Celles-ci sont ancrées dans la durée et reposent sur des fondements solides ainsi que sur les valeurs traditionnellement incarnées par notre pays. Avec cette stratégie, le Conseil fédéral se dote pour la troisième fois d'un cadre d'orientation pour guider sa politique extérieure. Cette stratégie s'appuie, pour cette législature, sur la constance, la confiance et la tradition et elle propose des instruments adéquats, posant de nouveaux accents, pour s'adapter à l'évolution des paramètres mondiaux.

La stratégie de politique extérieure 2020-2023 est le fruit d'un processus interdépartemental. Elle sert de boussole commune au Conseil fédéral et à l'administration pour positionner notre pays dans le monde, tout en lui permettant de conserver la souplesse nécessaire pour réagir rapidement aux changements. La Suisse doit être perçue comme un acteur crédible et cohérent en matière de politique extérieure.

Le dialogue avec la population et la participation du Parlement et des cantons demeurent essentiels pour bâtir une politique extérieure cohérente. Le contact direct avec la population durant l'été 2019, les discussions avec les organisations des milieux scientifiques, du monde économique et de la société civile, ainsi que les échanges réguliers avec le Parlement et les cantons ont contribué à façonner la stratégie de politique extérieure 2020-2023.

J'aimerais saisir l'occasion qui m'est donnée de remercier, au nom du Conseil fédéral, toutes les personnes qui ont pris part à ce projet. Nous avons à cœur de poursuivre le dialogue avec les citoyennes et citoyens. Je vous invite donc à vous joindre à nous, pour bâtir une politique extérieure commune, crédible et efficace, au service de la Suisse !

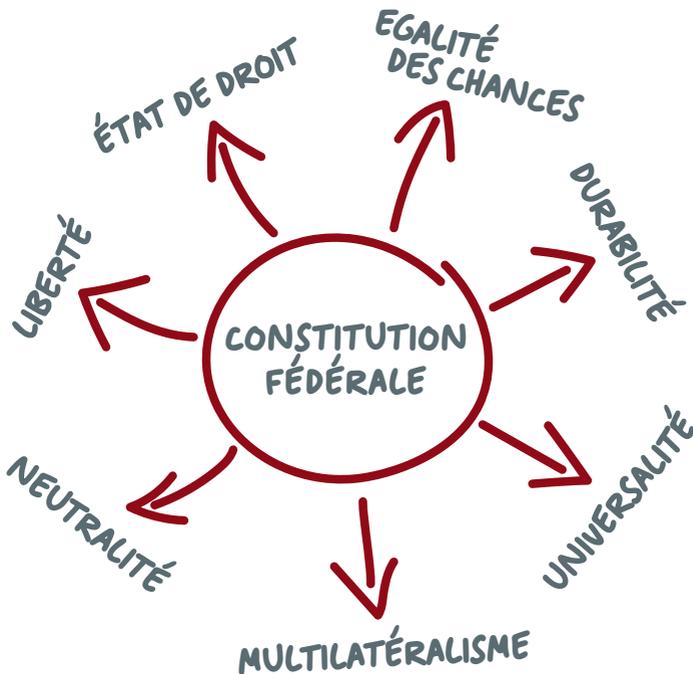
A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Cassis', with a long horizontal stroke extending to the right.

Ignazio Cassis
Conseiller fédéral

Boussole de la politique extérieure

Les lignes essentielles de la politique extérieure sont fixées dans la Constitution fédérale. L'article 2 sert de point de départ à la définition des intérêts et des valeurs ; l'article 54 énumère d'importants volets de la politique extérieure. L'article 101 les complète en précisant que « la Confédération veille à la sauvegarde des intérêts de l'économie suisse à l'étranger ».

La politique extérieure s'oriente selon des principes inscrits dans la Constitution – liberté, état de droit, égalité des chances, développement durable. L'universalité, le multilatéralisme et la neutralité jouent un rôle central dans leur mise en œuvre.



Priorité 1: Paix et sécurité

1

La paix, l'état de droit et la sécurité sont les fondements de la prospérité et du développement durable. La Suisse a un intérêt fondamental à ce que paix et sécurité soient garanties le plus largement possible.



Durant la législature en cours, la Suisse va continuer d'utiliser les instruments éprouvés dont elle dispose pour atteindre cet objectif.

COMMENT ?

- *En étant élue comme membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU – siège auquel elle est candidate pour la période 2023-2024 –, la Suisse pourra contribuer à un ordre international pacifique. Elle bénéficierait par là d'une plateforme de choix pour faire avancer la défense de ses intérêts et pour accroître la reconnaissance que lui vaut sa capacité à bâtir des ponts. La Suisse est par ailleurs bien placée pour améliorer l'efficacité des instances multilatérales.*
- *La politique de paix est un domaine dans lequel la Suisse occupe une position de pointe. Bons offices, prévention et résolution des conflits, médiation, protection des civils, promotion du dialogue et de la démocratie, promotion militaire de la paix, diplomatie scientifique, lutte contre l'impunité : le savoir-faire est solide et très large. Il répond à une demande qui, dans un monde polarisé, va en s'accroissant. La Suisse, qui n'a pas d'agenda politique caché, veut encore aiguïser son profil en la matière.*

- *L'universalité des droits de l'homme est une priorité que la Suisse continuera de défendre activement. Elle œuvrera notamment au sein du Conseil des droits de l'homme de l'ONU ainsi que du Conseil de l'Europe et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) pour que le cadre légal international relatif aux droits de l'homme soit renforcé.*

- *Forte de sa tradition en la matière, la Suisse doit devenir un pôle incontournable pour les questions humanitaires et le renforcement du droit international humanitaire. A Genève en particulier, les conditions sont réunies pour permettre le développement d'approches novatrices. Grâce à des accents spécifiques posés par exemple sur les nouvelles technologies, les conflits armés en milieu urbain ou la question des déplacés internes, l'efficacité de la réponse humanitaire peut être encore accrue.*

- *L'engagement de la Suisse en matière de maîtrise des armements et de désarmement restera entier. Il en va de même concernant la lutte contre le crime organisé, la cybercriminalité, le terrorisme et la traite et le trafic d'êtres humains.*

Priorité 2:

Prospérité

2

Aux tensions géopolitiques correspond la fragmentation de l'ordre commercial mondial. Or la Suisse, en tant que puissance politico-économique de moyenne importance, est tributaire de règles de concurrence et d'accès aux marchés claires et équitables ainsi que d'un système financier stable.



La prospérité fonctionne comme un cercle vertueux. Via une coopération internationale ciblée et une gestion durable des ressources naturelles, la Suisse soutient ce cercle vertueux puisqu'elle contribue au développement d'autres pays. Pour cela, elle doit, d'ici 2023 et au-delà, maintenir sa propre prospérité.

COMMENT?

- Une architecture commerciale, financière et monétaire stable, fiable et régie par des règles facilite les échanges. La politique extérieure doit permettre l'instauration et le maintien d'un contexte favorable sur les plans bilatéral et multilatéral afin de soutenir l'économie suisse. Dans le cadre des relations avec l'UE, la Suisse s'emploie à consolider l'accès au marché intérieur européen et la voie bilatérale par la conclusion d'un accord institutionnel.
- L'appui aux entreprises d'exportation, dont dépend en grande partie la prospérité de la Suisse, est axé sur leurs besoins et sur la recherche d'efficacité. La promotion des exportations et la diplomatie commerciale sont des instruments à part entière des activités de la Suisse à l'étranger.

- *La formation, la recherche et l'innovation sont à la base du succès de la Suisse. Il s'agit donc, là également, de créer des conditions cadres optimales pour figurer à l'avenir aussi en position de pointe dans ces domaines.*

- *En favorisant l'accès aux marchés et la création de nouvelles opportunités économiques pour les pays en développement, la Suisse, via sa coopération internationale notamment, assume ses responsabilités pour contribuer à la prospérité mondiale. Le soutien apporté à des initiatives du secteur privé, par exemple en matière d'accès au capital, d'intégration dans l'économie mondiale, d'entrepreneuriat pour faciliter la création d'emplois décents, va dans ce sens.*

- *La Suisse s'engage pour une gestion durable des ressources naturelles et contribue à renforcer l'égalité d'accès à des services de base de qualité.*

Priorité 3: Durabilité

3

Dans le cadre de l'Agenda 2030 des Nations Unies, la Suisse s'est engagée à mettre en œuvre un développement durable qui prenne en compte à égale mesure trois dimensions: l'environnement, la société et l'économie.



Pour ce faire, la Suisse a mis en place des structures administratives adéquates. Elle travaille par ailleurs au niveau national et international avec tous les acteurs concernés pour promouvoir la protection de l'environnement et la durabilité.

COMMENT?

- *L'utilisation durable des ressources naturelles et la préservation de la biodiversité sont centrales pour la Suisse. Durant la législature 2020-2023, elle va par conséquent s'attacher à mettre en place des normes élevées dans des domaines tels que les produits chimiques et les déchets, l'extraction et le commerce des matières premières ou les infrastructures. La Suisse encourage aussi la mise en œuvre d'une conduite responsable des entreprises et un secteur financier durable.*
- *La Suisse s'engagera par ailleurs pour une mise en œuvre efficace de l'accord de Paris sur le climat, une limitation du réchauffement climatique à 1,5°C et le relèvement progressif des objectifs climatiques nationaux afin de contribuer à l'effort global. Via l'Aide humanitaire de la Confédération, elle prendra un part active à la prévention des catastrophes et aux efforts de reconstruction.*

- *La durabilité implique aussi un meilleur état de santé pour tous. Dans ce domaine, la Suisse s'attache notamment à favoriser partout où elle le peut une meilleure protection contre les risques sanitaires. Elle œuvre aussi à la mise en place de systèmes de santé nationaux à même de fonctionner de manière durable et efficace.*

- *Protéger le patrimoine culturel en danger est une des priorités de la politique extérieure culturelle de la Suisse. Elle promeut par ailleurs la diversité culturelle en soutenant par exemple la production cinématographique et les écoles suisses à l'étranger et en participant à différents programmes de l'Union européenne. Depuis 2019 et jusqu'en 2023, la Suisse siège par ailleurs au sein du Conseil exécutif de l'UNESCO.*

- *Le potentiel des villes comme actrices de la politique extérieure peut être davantage exploité via des partenariats en Suisse ou à l'étranger. Le dialogue sur les questions de durabilité peut s'enrichir également de collaborations avec des réseaux de villes ou le programme de l'ONU pour un meilleur avenir urbain (ONU-Habitat).*

Priorité 4: Numérisation

4

Les avancées dans le domaine des technologies de l'information et de la communication auront des répercussions importantes sur la politique, l'économie et la société. Il est par conséquent nécessaire de mettre au point dès aujourd'hui de nouvelles approches pour affronter les risques et identifier les chances liées à la numérisation et à sa gouvernance.



La Suisse est à la pointe de l'innovation. Elle a tous les atouts en main pour participer à la définition de la gouvernance numérique et à la résolution des enjeux complexes qu'elle implique d'ici à 2023 et au-delà.

COMMENT?

- *La Suisse peut ajouter une dimension numérique à son rôle de bâtisseuse de ponts. Elle est à même de réunir des représentants de toutes les parties prenantes lorsqu'il s'agit par exemple de clarifier les responsabilités dans le cyberspace ou de développer de nouveaux modèles de gouvernance numérique.*
- *L'élaboration d'une politique mondiale en matière de numérisation est un défi qu'il faudra relever pour assurer l'accès aux données et encourager leur utilisation à des fins de développement de la société et de l'économie. Ce faisant, il conviendra de respecter l'autodétermination démocratique, les principes de l'état de droit et les droits de l'homme.*

- Genève doit devenir le centre où sera discutée la politique numérique et technologique mondiale. De nombreuses initiatives y sont déjà présentes, mais la Suisse va s'attacher à enrichir le maillage en renforçant des plateformes existantes comme la **Geneva Internet Platform**, la fondation **Geneva Science-Diplomacy Anticipator** (GESDA) ou le **Geneva Dialogue on Responsible Behaviour in Cyberspace**.
- La Suisse peut aiguiser son profil dans le domaine de la diplomatie numérique en contribuant à minimiser les risques dans le cyberspace. Elle jouit en effet d'un savoir-faire reconnu lorsqu'il s'agit de restaurer des relations de confiance entre les États. Le droit international et son application dans l'espace numérique est aussi un thème sur lequel la Suisse bénéficie d'une expertise avérée qu'elle peut mettre à contribution dans le cadre de différentes initiatives.
- Les pays en développement doivent bénéficier pleinement des nouvelles technologies. A cet égard, la Suisse met l'accent sur leur utilisation lors de crises humanitaires ou pour la prévention de celles-ci. Parallèlement, la Suisse agit de manière responsable et aide par exemple les pays concernés à gérer les risques environnementaux liés à l'extraction de matières premières pour les nouvelles technologies.

LES PRIORITÉS THÉMATIQUES ET LES OBJECTIFS DE LA STRATÉGIE DE POLITIQUE EXTÉRIEURE 2020-2023 SERONT MIS EN ŒUVRE DANS TOUTES LES RÉGIONS DU MONDE AINSI QU'AU NIVEAU MULTILATÉRAL.

Europe (UE)

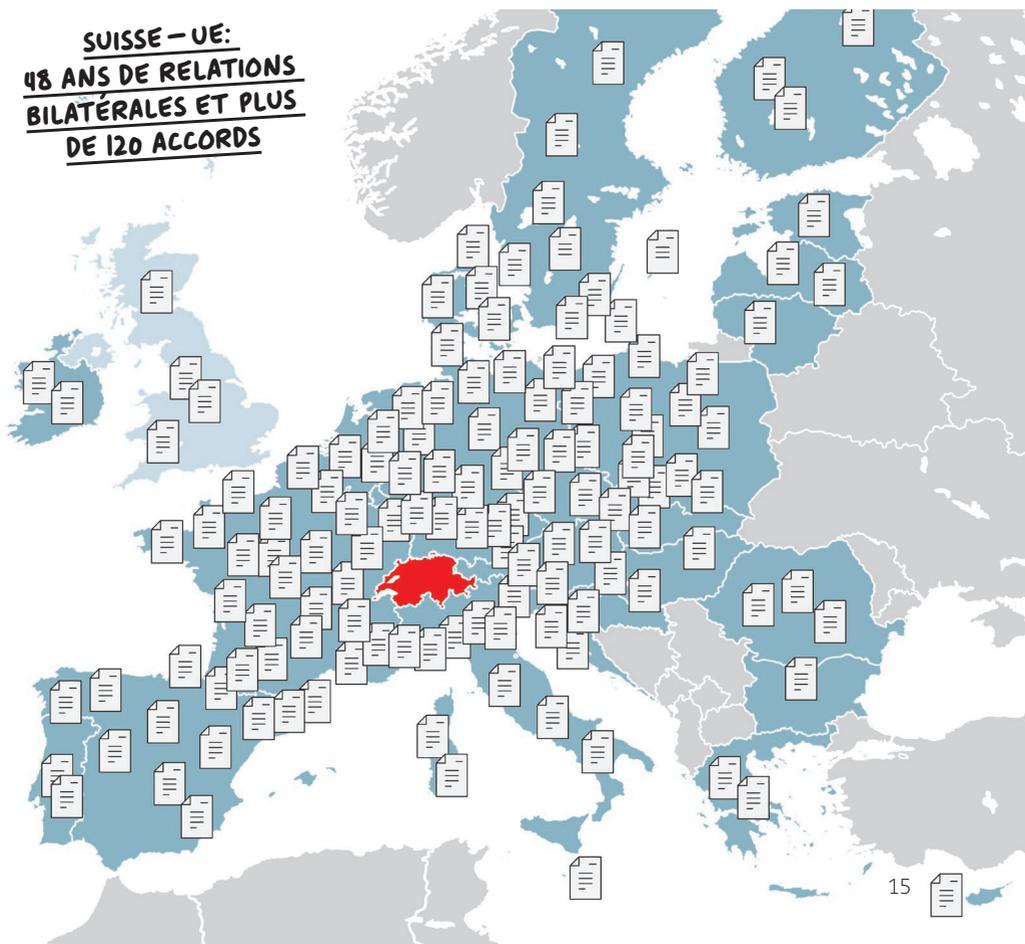
Géographiquement et culturellement, la Suisse est un pays européen. La défense de ses intérêts sur le plan mondial est ancrée en premier lieu en Europe. Elle travaille dans de nombreux secteurs en étroite collaboration avec l'UE, ses Etats membres et d'autres Etats européens comme le Royaume-Uni.

En matière de politique européenne, la Suisse entend continuer à garantir et développer un accès étendu au marché intérieur de l'UE, et collaborer avec celle-ci dans des domaines d'intérêt tout en conservant la plus grande autonomie politique possible. La « voie bilatérale » constituée par les accords sectoriels est pour la Suisse une approche sur mesure qui définit ses relations avec l'UE.

COMMENT?

- La conclusion d'un accord institutionnel permettrait de consolider l'accès au marché intérieur de l'UE ainsi que la voie bilatérale. Sur cette base, celle-ci pourra être développée via la conclusion de nouveaux accords d'accès au marché.
- La Suisse conclut les négociations en cours avec l'UE, notamment dans les domaines de l'électricité, de la sécurité alimentaire et de la santé publique. Elle assure également sa participation aux programmes de l'UE, en particulier dans les domaines de la recherche et de l'innovation.

SUISSE – UE:
48 ANS DE RELATIONS
BILATÉRALES ET PLUS
DE 120 ACCORDS



- Grâce à son association à Schengen/Dublin, la Suisse fait valoir ses intérêts en matière de lutte contre la criminalité et la migration irrégulière. Par ce biais, elle peut aussi défendre ses positions sur la question de la protection des frontières au niveau européen.
- La Suisse s'emploie à renforcer la cohérence de sa politique européenne comme mesure stratégique globale. La Suisse examine, où cela est pertinent, les différents volets de sa politique extérieure pour s'assurer qu'ils sont en adéquation avec son objectif clé, à savoir la consolidation de ses relations avec l'UE, crée des instruments de coordination internes et entretient un dialogue régulier avec l'UE sur tous les aspects de la collaboration bilatérale.
- Dans ses relations bilatérales avec les États membres de l'UE, elle veille à ce que les différents dossiers soient davantage coordonnés et qu'ils soient en cohérence avec ses objectifs clés en matière de politique européenne.
- Il convient autant que possible de garantir juridiquement les droits et les obligations réciproques entre la Suisse et le Royaume-Uni dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie «Mind the Gap». La Suisse approfondit et développe ses relations bilatérales avec le Royaume-Uni («Mind the gap Plus»).

Autres régions et pays prioritaires

Le principe de l'universalité veut que la Suisse entretienne des relations bilatérales avec tous les Etats. Elle travaille en outre avec des organisations régionales et multilatérales ainsi qu'avec des partenaires globaux.

Dans un contexte davantage marqué par la politique de puissance et l'unilatéralisme, la Suisse, si elle veut défendre efficacement ses intérêts durant cette législature, doit toutefois établir des priorités claires face aux acteurs politiques les plus influents. Des stratégies seront élaborées à cette fin.

COMMENT?

- *En Europe du Sud-Est, de l'Est et dans les régions voisines: la Suisse compte maintenir sa politique de dialogue critique et constructive avec la Russie et la Turquie. Les bons offices qu'elle exerce dans le cadre de conflits régionaux et l'aide qu'elle apporte aux populations concernées par ces conflits contribuent à renforcer sa crédibilité. Son engagement lui permet également d'entretenir de très bonnes relations avec les pays de ces régions.*
- *En Afrique subsaharienne: en élargissant sa coopération avec l'Union africaine (UA), la Suisse compte fortifier ses relations de partenariat avec les pays africains. Ceci dans le cadre également de sa candidature à un siège non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Elle élabore une stratégie pour la région.*

- Dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord: la Suisse axera ses priorités sur le respect du droit international et des droits de l'homme tout en mettant l'accent sur le développement économique et les perspectives professionnelles pour les jeunes. La Suisse continuera en outre d'offrir ses bons offices dans la région, en particulier via les mandats de puissance protectrice.
- En Asie: vis-à-vis de la Chine, une action cohérente sera assurée via des organes de coordination interdépartementaux. Dans le cadre de la « Belt and Road Initiative », la Suisse s'impliquera pour que les conditions de participation aux projets soient améliorées pour les entreprises helvétiques tout en veillant à un alignement sur les valeurs et les objectifs des organisations et institutions multilatérales établies.
- Amériques: la Suisse va s'attacher à consolider le cadre juridique dans différents domaines (commerce, investissements, fiscalité, innovation). Avec les Etats-Unis, deuxième partenaire commercial de la Suisse, l'accent sera mis sur le développement des relations économiques et la collaboration en matière de formation, d'innovation et de recherche.

HUIT PAYS PRIORITAIRES POUR LA POLITIQUE EXTÉRIEURE SUISSE



Multilatéralisme

Changement climatique, terrorisme, pauvreté, crises économiques ou conflits à répétition. Pour relever ce type de défis, il n'existe pas d'alternative à la collaboration multilatérale. Ces dernières années, celle-ci a permis à la communauté internationale d'élaborer des cadres de référence globaux comme l'Agenda 2030 ou l'accord de Paris sur le climat.

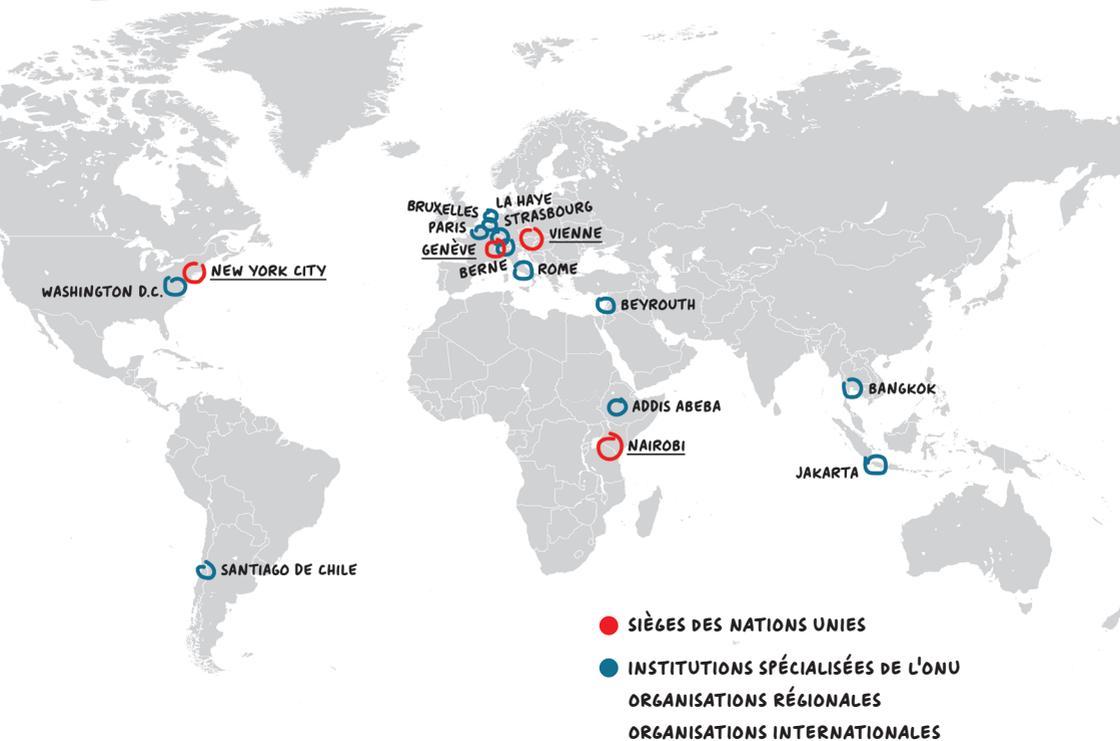
Pour un pays comme la Suisse, il est essentiel de nouer activement des partenariats avec les organisations internationales et de participer à leurs travaux.

COMMENT ?

- *Forte de son pragmatisme et de son approche axée sur les résultats, la Suisse soutient les efforts de réforme de l'ONU. En travaillant de manière ciblée via des alliances et en s'attachant à des points précis comme par exemple davantage de redevabilité et de transparence dans les méthodes de travail du Conseil de sécurité, elle cherche à amener des avancées concrètes.*
- *La Suisse utilise par ailleurs son partenariat stratégique avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour faire progresser le respect du droit international humanitaire. Elle s'engage en outre pour le bon fonctionnement de la Cour pénale internationale.*
- *La participation au volet financier notamment du sommet du G20 qui se tiendra en 2020 en Arabie saoudite et aux travaux préparatoires sera l'occasion pour la Suisse de poser des accents et de renforcer ses liens avec les membres de cet important forum.*

- En tant qu'Etat-hôte, la Suisse renforce son attractivité et sa compétitivité. Cela passe par l'universalité de la présence diplomatique sur son territoire, la tenue de conférences internationales et de pourparlers de paix, ainsi qu'un positionnement marqué par rapport aux défis de l'avenir.
- En favorisant et en approfondissant la collaboration avec des pays ou des groupes de pays partageant ses vues (like-minded), la Suisse participe à des initiatives thématiques ou régionales qui ont le potentiel d'aboutir à des solutions novatrices.

LES PÔLES DU MULTILATERALISME



Réseau extérieur et services de proximité

Le réseau extérieur de la Suisse est composé de près de 170 représentations. La communauté suisse à l'étranger, les voyageurs et les entreprises peuvent compter sur un appui efficace et adapté aux conditions locales.

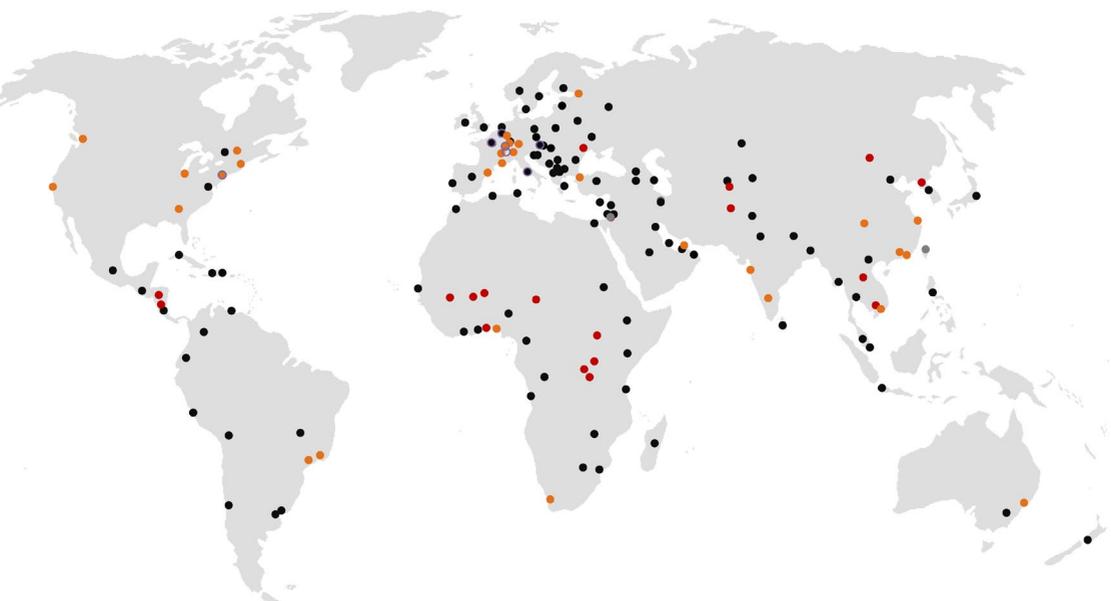
Dans les années à venir, les nouvelles technologies permettront une plus grande efficacité et une plus grande proximité avec les citoyens ou les entreprises à l'étranger. Cette perspective offre l'occasion de généraliser l'approche « One Switzerland ».

COMMENT ?

- *La politique extérieure s'appuie sur un réseau déployé de manière optimale à l'étranger. Cela implique un réseau modulaire, flexible et capable d'innover. En analysant en continu la localisation des représentations et leur cahier des charges, le DFAE est en mesure de réagir rapidement à l'évolution des besoins. Les activités de la Suisse liées à la culture, l'économie, la science ou à d'autres domaines se déroulent sous la devise « One Switzerland », qui agit comme un facteur de cohérence.*
- *Le personnel de la Confédération actif à l'étranger est formé en conséquence. Comme le reste du personnel fédéral, il est représentatif de la population suisse. Des formations continues sont proposées pour assurer que le recrutement s'effectue selon le principe « le bon collaborateur au bon poste ». Enfin, la perméabilité entre les carrières est améliorée.*

- La Suisse applique le modèle des « représentations durables ». Elle veille à améliorer le bilan écologique par un recours accru aux visioconférences, le déploiement optimal du réseau extérieur et la diminution des voyages en avion.
- Les capacités en gestion de crise du personnel à l'étranger et la culture de la sécurité sont renforcées. La sécurité des représentations helvétiques fait l'objet d'une analyse effectuée en continu.
- Dans un esprit de service aux citoyens, les prestations consulaires de la Suisse exploitent systématiquement les possibilités qu'offre la numérisation. Tout est mis en œuvre pour que les utilisateurs puissent compter sur des procédures électroniques sûres et fiables.

RÉSEAU DES REPRÉSENTATIONS DE LA SUISSE



- AMBASSADES (103)
- BUREAUX DE LA COOPÉRATION SUISSE (14)
- MISSIONS PERMANENTES NU / OI (12)
- AUTRES REPRÉSENTATIONS (3)
- CONSULATS GÉNÉRAUX (30)

Communication

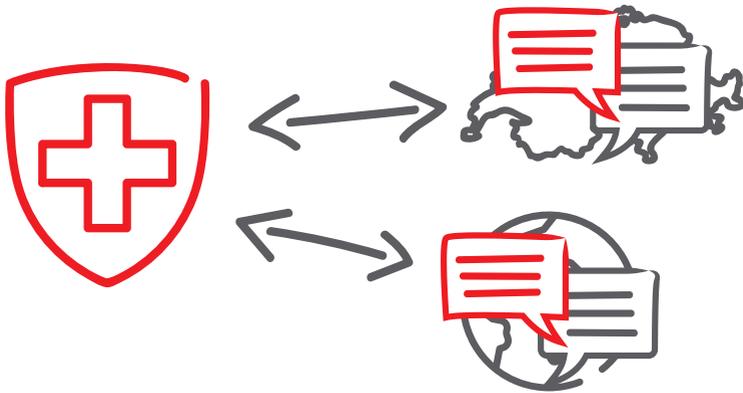
La politique extérieure doit être portée par le Parlement, les cantons et la population suisse. Elle doit par conséquent être expliquée de façon claire et compréhensible.

Parallèlement, la communication gagne en importance en tant qu'instrument de défense des intérêts. La manière dont la Suisse est perçue à l'étranger influence en effet ses possibilités d'action. Pour le Conseil fédéral, il est donc capital que la communication joue un rôle stratégique dans la politique extérieure.

COMMENT ?

- *Des contenus de qualité destinés à informer de manière transparente, opportune et proactive renforcent l'ancrage de la politique extérieure au niveau national. La cohérence entre la communication à l'intérieur du pays et à l'étranger doit par ailleurs être assurée afin que les positions et les intérêts de la Suisse soient compris au-delà de ses frontières.*
- *Le potentiel des médias sociaux et des nouveaux canaux de communication peut être exploité de manière plus systématique pour répondre aux besoins d'explication en Suisse et à l'étranger.*
- *Des projets tels que « Meet the Ambassadors », qui s'est déroulé durant l'été 2019, seront reconduits par le DFAE. Le but restera le même : échanger avec la population suisse à propos de la politique étrangère et du travail de la diplomatie.*

- Les grandes manifestations internationales comme les Jeux olympiques de 2020 à Tokyo et 2022 à Pékin, l'exposition universelle à Dubaï en 2020 ou le Forum économique mondial (WEF) constituent des vitrines de choix pour la Suisse et ses partenaires. L'expérience montre que la participation à de tels événements a un impact favorable sur l'image du pays à l'étranger sur lequel il faut s'employer à capitaliser.
- Enfin, certaines thématiques clés pour le pays - relations Suisse-UE, candidature à un siège non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, la Suisse comme pôle d'innovation ou la mise en œuvre de l'Agenda 2030 notamment - feront l'objet d'une communication plus large afin d'être rendues compréhensibles pour le grand public.



Conclusion

Le bonheur est difficile à mesurer. Néanmoins, ce n'est pas un hasard si notre pays occupe une place de choix dans le rapport annuel sur l'état du bonheur dans le monde (**World Happiness Report**). La Suisse est en effet l'un des pays les plus sûrs et les plus prospères de la planète. Les perspectives qui s'offrent à la nouvelle génération sont favorables. La confiance des citoyennes et des citoyens dans les institutions est élevée en comparaison internationale.

Les origines de la réussite du modèle helvétique sont multiples : à côté de facteurs comme la proximité entre l'État et les citoyens, la stabilité politique et la situation géographique, la politique étrangère joue un rôle non négligeable. L'équilibre entre ouverture et indépendance a fait ses preuves et montre la voie à suivre.

La nouvelle stratégie de politique extérieure du Conseil fédéral se fonde donc également sur des principes éprouvés. Eu égard à la fragmentation politique croissante de notre monde, le recours aux bons offices de la Suisse devrait rester fréquent. Le rôle de médiateur crédible, fiable et discret joué par notre pays est porteur d'avenir. Parallèlement, le Conseil fédéral se fonde sur cette stratégie pour développer sa politique extérieure dans des domaines où de nouveaux défis et de nouvelles possibilités nous imposent d'agir. La politique extérieure numérique et la volonté de positionner la Genève internationale comme centre mondial de la gouvernance numérique en sont de bons exemples.

Dans son message sur le programme de la législature 2019 à 2023, le Conseil fédéral déclare qu'une importance accrue sera accordée à la politique d'influence à l'étranger pour assurer une protection efficace des intérêts de la Suisse. À cette fin, il définit pour la première fois des objectifs thématiques et régionaux dans la stratégie de politique extérieure 2020-2023, en plus des priorités.

Pour que la Suisse puisse poursuivre sur la voie du succès, il ne lui suffit pas de savoir ce qu'elle souhaite réaliser avec sa politique extérieure : elle doit également en assurer la mise en œuvre cohérente. Dans le contexte actuel, toutes les questions de politique intérieure revêtent également une dimension internationale. La stratégie de politique extérieure est donc le fruit d'un processus interdépartemental et sera soutenue par l'ensemble du Conseil fédéral.

Le Conseil fédéral veut également associer plus étroitement à celle-ci tous les acteurs sociaux concernés en dehors des institutions fédérales ainsi que les cantons. La politique extérieure de la Suisse déploiera plus efficacement ses effets si elle se fonde sur une approche impliquant l'ensemble des acteurs nationaux (*Whole-of-Switzerland*).

Impressum

Edition :

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
3003 Berne
www.dfae.admin.ch

Mise en page :

Team Audiovisuel, Communication DFAE, Berne

Commandes :

Communication DFAE
Courriel: publikationen@eda.admin.ch

Cette publication se base sur la stratégie de politique extérieure 2020-2023 approuvée par le Conseil fédéral le 29 janvier 2020.



Elle est également disponible en allemand, italien et anglais et peut être téléchargée sous www.dfae.admin.ch/publications.

Berne, 2020 / © DFAE